

LA FNFCF SE SENT PARFOIS LOIN DE SA BASE

La Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF) a l'intention d'être davantage présente sur le terrain au cours des prochaines années.

Concrètement, la FNFCF veut tenir à tous les ans une grande rencontre régionale dans l'Est, le Centre et l'Ouest du pays.

Victime des compressions budgétaires, la Fédération a été obligée de s'éloigner un peu de sa base et de changer son mode de fonctionnement au niveau national. Alors qu'elle avait des représentantes dans chaque province, elle doit se contenter d'une représentation régionale : deux femmes pour l'Ouest et les territoires, deux pour l'Ontario et deux pour les Maritimes. « C'est comme au gouvernement : plus tu agrandis les circonscriptions, moins les gens sont représentés » explique la présidente Maria Lepage.

La Fédération n'a présentement pas les ressources financières pour appuyer les projets des femmes francophones dans les régions du pays, encore moins pour donner de l'expertise par le biais de personnes-ressources.

La FNFCF veut aussi être plus visible au niveau politique, question de montrer aux femmes francophones que leurs préoccupations font partie des discussions à l'échelle politique nationale. Elle participe d'ailleurs à l'organisation de la Marche des femmes qui aura lieu le 15 octobre un peu partout au pays et dans la capitale nationale.

Elle veut aussi avoir son mot à dire lorsque le gouvernement fédéral négociera avec les provinces les détails de son Plan d'action national pour les enfants.

« Nous verrions un réseau de garderies au niveau pancanadien. Et des garderies francophones à travers le pays. Il y a peut-être une ou deux garderies francophones par province, faute d'un manque d'appui et de financement », explique Mme Lepage. Car il y a urgence, d'autant plus que les femmes en milieu minoritaire doivent non seulement survivre et vivre en français, mais elles ont aussi le souci de transmettre la langue et la culture françaises, dit la présidente Maria Lepage.

La Fédération a débuté le millénaire en tenant en fin de semaine dernière à Ottawa un Forum national sur les femmes francophones. Quelque 175 participantes de toutes les sphères de la société et provenant de presque partout au pays ont réfléchi et discuté de la violence à l'endroit des femmes, de la pauvreté, de l'économie, de la paix, de la santé en français et de la justice.

Les participantes ont notamment demandé à la Fédération de se pencher sur les dossiers de l'équité salariale et du logement. L'idée d'un revenu de citoyenneté, c'est-à-dire un revenu minimum pour tous, a aussi fait l'objet de discussions. Il a aussi été question de la reconnaissance des acquis des femmes à travers le bénévolat.

En santé, on souhaite que la Fédération fasse la promotion des carrières en santé auprès des femmes francophones et revendique un accès à des soins de santé équitables et en français.

Dans le domaine de la justice, les participantes au forum ont demandé que les juges et les avocats aient l'obligation de suivre une formation spéciale, de façon à réduire les commentaires sexistes à l'endroit des femmes. On souhaite que la formation se donne en français, mais on juge la situation suffisamment urgente pour ne pas s'offusquer si elle se donne uniquement en anglais dans certaines régions du pays.

Il a enfin été question de recrutement auprès des jeunes et des femmes immigrantes francophones.

Cela faisait longtemps, dit la présidente Maria Lepage, que les femmes francophones n'avaient pas eu l'occasion de se réunir et de discuter entre elles. La Fédération tenait à prendre le pouls des femmes francophones sur des dossiers chauds, de façon à confirmer les grandes orientations de sa programmation.

L'organisation du forum a été assez ardue, puisqu'il a fallu de très longues démarches auprès de divers ministères fédéraux avant d'obtenir le financement nécessaire : « Les femmes, c'est rien de nouveau, on est habituée de cogner plus d'une fois à la porte lorsqu'on présente un projet » commente Mme Lepage. Malgré tous ses efforts, la Fédération n'a pas réussi à attirer à son forum des représentantes de Terre-Neuve et des deux territoires. Organisation féministe, est-ce que la Fédération représente vraiment les femmes canadiennes-françaises?

« Je pense qu'on peut prétendre représenter nos femmes canadiennes-françaises aussi bien que le gouvernement fédéral peut prétendre qu'il représente les intérêts de tous les citoyens » répond Mme Lepage en bonne politicienne. « Nous sommes élues par un processus démocratique. C'est comme dans la société civile : qui ne s'implique pas, consent ».

Oui mais, féministe? « Oui on est féministe, dans le sens qu'on traite des dossiers de femmes. Nous travaillons pour l'avancement de la femme. Nous travaillons pour la valorisation de la contribution de la femme dans la société. Nous voulons avoir notre juste part et notre juste place. C'est ça être féministe. Quand on travaille comme femme, on est féministe. »

**Tiré de
L'Association de la presse francophone
Mars 2000**